19/03/96

Tal de COMMERCE de PARIS
N° dépôt
11 AVR. 1996
21476

FUSION-ABSORPTION

DE LA SOCIETE COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR

PAR LA SOCIETE CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

552 883

CHAPITRE I : Exposé préalable

I - Caractéristiques des sociétés intéressées.... page 3

II - Motifs de la fusion..... page 4

III - Comptes servant de base à la fusion..... page 4

IV - Méthode d'évaluation..... page 4

CHAPITRE II : Apport fusion

I - Dispositions préalables..... page 5

II - Apport de la COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR..... page 5

III - Rémunération de l'apport fusion..... page 6

IV - Prime de fusion..... page 6

V - Propriété et jouissance..... page 6

CHAPITRE III : Charges et conditions..... page 7

CHAPITRE IV : Conditions suspensives..... page 9

CHAPITRE V : Déclarations générales..... page 10

CHAPITRE VI : Déclarations fiscales et sociales page 11

CHAPITRE VII : Dispositions diverses..... page 13

TRAITE DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Olivier HAERTIG, agissant en qualité de Secrétaire Général et au nom de la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, société anonyme au capital de 1520596700 F, dont le siège social est 115, rue Montmartre 75002 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro PARIS B 552 028 839,

spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 21 janvier 1996, ainsi qu'il résulte de la décision ci-annexée ;

Ci-après dénommée "la société absorbante",

D'UNE PART,

ET :

- Madame Martine RUAUX, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration et au nom de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR, société anonyme, au capital de 172146800 F, dont le siège social est 115, rue Montmartre 75002 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro B 316 790 898,

Ci-après dénommée "la société absorbée",

D'AUTRE PART,

Préalablement à la convention de fusion faisant l'objet du présent acte, il a été exposé ce qui suit :

PARAPHE

CHAPITRE I : EXPOSE

I - Caractéristiques des sociétés

1/ La société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES est une société anonyme ayant pour objet :

- de faire toutes opérations de banque et de bourse, essentiellement celles susceptibles de faciliter le fonctionnement normal et le développement des Banques Populaires sociétaires

- de tenir, à l'égard des établissements affiliés à la Chambre Syndicale des Banques Populaires, le rôle de Chambre de Compensation

- de réaliser, sur instructions de la Chambre Syndicale des Banques Populaires, les opérations que comporte la mission de soutien des Banques Populaires conférée à cet organisme ;

- de centraliser les souscriptions que les Banques Populaires sont autorisées à recevoir ;

- de recevoir les excédents de trésorerie des Banques Populaires visées à l'article 14 du décret du 21 décembre 1936 ;

- de recevoir au nom et pour le compte de la Chambre Syndicale des Banques Populaires, qui lui donne mandat de les gérer sous son contrôle et suivant son accord, les sommes constituant le Fonds Collectif de Garantie ;

- d'effectuer pour le compte de la Chambre Syndicale des Banques Populaires et à la demande de celle-ci, les opérations de dépenses et de recettes de cet organisme ;

- de recevoir des dépôts de fonds de toutes personnes ou sociétés

- d'effectuer toutes les opérations visées à l'article 5 de la loi du 24 janvier 1984, dans le respect des conditions définies par le Comité de la Réglementation Bancaire, toute activité autre que celles visées aux articles 1er et 5 de la loi précitée. A ce titre, elle peut effectuer toutes opérations de courtage.

Son capital s'élève à 1.520.596.700 Francs. Il est divisé en 15.205.967 parts de 100 Francs nominal chacune, toutes entièrement libérées.

La durée de la Société est de 99 ans et ce, à compter du 20 juin 1921.

Elle a émis des obligations et des prêts subordonnés remboursables dont le montant global en circulation au 31 décembre 1995 s'élève à 14.812.205.000 FF et à 14.800.000.000 JPY et 6.000.000.000 BEF.

2/ La société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR est une société anonyme ayant pour objet de réaliser pour son compte ou pour le compte de tiers, tant en FRANCE, qu'à l'Etranger :

- la création de toutes société ou autre organisme;
- la prise de participation ou d'intérêt sous quelque forme que ce soit dans toute société ou autre organisme,
- toutes opérations portant sur des valeurs mobilières,
- toutes études économiques ou financières et la réalisation de tous projets économiques ou financiers,

MR PARAPHE

- et d'une manière générale, toutes opérations financières, industrielles ou commerciales de nature à développer ou favoriser les affaires sociales.

Son capital s'élève à 172.146.800 Francs. Il est divisé en 860.734 actions de 200 Francs nominal chacune, toutes entièrement libérées.

La durée de la Société est de 99 ans et ce, à compter du 18 septembre 1979.

La société n'a pas émis d'obligations et il n'existe pas d'autres droits sociaux que les actions.

Elle n'a pas créé de parts de fondateur ou de parts bénéficiaires, ni émis d'obligations ou de valeurs mobilières composées et ne fait pas appel public à l'épargne.

3/ La société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES détient 860.734 actions de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR, soit la totalité des actions composant le capital de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR.

4/ Monsieur Paul LORIOT, Directeur Général de la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES est également représentant permanent de la CCBP de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR.

II - Motifs et buts de la fusion

La fusion par absorption de la société CODEPAR par CCBP s'intègre dans le cadre des opérations de simplification des structures du groupe CAISSE CENTRALE.

Il a été décidé de procéder à ce regroupement au sein de la société CCBP par l'absorption de CODEPAR par CCBP. Le sens du regroupement a été choisi pour sa simplicité compte tenu du fait que la CCBP détient à ce jour la totalité des actions de CODEPAR.

III - Comptes servant de base à la fusion

Les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis sur la base des comptes de CODEPAR arrêtés au 31 décembre 1995, annexés à la présente convention.

IV - Méthodes d'évaluation

Les éléments d'actif et de passif sont apportés, par absorption de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR par la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, à la valeur à laquelle ils figurent dans les comptes de CODEPAR, arrêtés au 31 décembre 1995, après réévaluation à 500 F des titres FRUCTIVIE en portefeuille. Cette valorisation a été retenue pour l'apport (le 29 mars 1996) à la SAS FRUCTIVIE, des titres FRUCTIVIE détenus par CODEPAR

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

PARAPHE

CECI EXPOSE, LES PARTIES ONT ETABLI DE LA MANIERE SUIVANTE LE PROJET DE LEUR FUSION :

CHAPITRE II : Apport-fusion

I - Dispositions préalables

La société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR apporte, sous les garanties ordinaires de fait et droit en la matière, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, existant chez elle au 31 décembre 1995. Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif.

Le patrimoine de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR sera dévolu à la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, société absorbante, dans l'état où il se trouvera le jour de la réalisation définitive de la fusion.

II - Apport de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR

A) Actif apporté

Immobilisations financières		
(soit 623.401.500 actions de 1 F de la SAS FRUCTIVIE)		623.401.500,00 F
Valeurs réalisées et disponibles pour un montant de savoir :		3.984.740,62 F
- Créances fiscales	204.206,00 F	
- Valeurs mobilières de placement apportées pour	3.766.640,83 F	
- Disponibilités	13.893,79 F	
Soit un montant de l'actif apporté de		627.386.240,62 F

B) Passif pris en charge

Dettes pour un montant de.....		133.175,50 F
savoir :		
- Dettes fournisseurs (assistance technique CCBP)	112.500,00 F	
- Dettes fiscales (provision taxe professionnelle)	343,00 F	
- Créditeurs divers (honoraires commissariat / provision service titres)	20.332,50 F	
Soit un montant de passif apporté de		133.175,50 F

PARAPHE

C) Actif net apporté

Différence entre l'actif apporté et le passif pris en charge, l'actif net apporté par la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR à la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES s'élève donc à :

- Total de l'actif.....	627.386.240,62 F
- Total du passif.....	133.175,50 F
Soit un actif net apporté de	627.253.065,12 F

III - Rémunération de l'apport-fusion

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'actif net apporté par la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR à la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES s'élève donc à 627.253.065,12 F.

La société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES étant propriétaire de la totalité des 860.734 actions sociales de la société absorbée et ne pouvant devenir propriétaire de ses propres parts sociales, renonce, si la fusion se réalise, à exercer ses droits, du fait de cette réalisation, en sa qualité d'actionnaire de la société absorbée.

Par suite de cette renonciation, conformément à l'article 372-1 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, il ne sera procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation du capital de la société absorbante.

IV - Prime de fusion

La différence entre la valeur nette des biens et droits apportés (627.253.065,12 F) et la valeur comptable dans les livres de la société absorbante des actions de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR dont elle était propriétaire (292.761.437,00 F), soit 334.491.628,12 F, constituera une prime de fusion qui sera inscrite au passif du bilan de la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, et sur laquelle porteront les droits de tous les actionnaires anciens et nouveaux de la Société.

V - Propriété et jouissance

La société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES sera propriétaire des biens apportés à compter du jour de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de cette société qui approuvera la fusion. Elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du 1er janvier 1996.

Il est expressément stipulé que les opérations, tant actives que passives, engagées par la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR, depuis le 1er janvier 1996 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion, seront considérées comme l'ayant été par la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES.

PARAPHE

Les comptes de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR afférents à cette période, seront remis à la société absorbante par les responsables légaux de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR.

Enfin, la société absorbante sera subrogée purement et simplement, d'une manière générale, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la société absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

CHAPITRE III : Charges et Conditions

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

I - Enoncé des charges et conditions

A/ La société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES prendra les biens apportés par la société absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR, pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

B/ Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la société absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la société absorbante de payer l'intégralité du passif de la société absorbée, tel qu'énoncé plus haut, et d'une manière générale, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR à la date du 31 décembre 1995 , donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure au 31 décembre 1995 , mais qui ne se révèleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

II - L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes :

A/ La société absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place de la société absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

PARAPHE

B/ La société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

C/ La société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la société absorbée.

D/ Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

E/ La société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES sera subrogée, à compter de la date de la réalisation définitive de la fusion dans le bénéfice et la charge des contrats de toute nature liant valablement la société absorbée à des tiers pour l'exploitation de son activité.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

F/ Conformément à la loi, tous les contrats de travail en cours au jour de la réalisation définitive de l'apport entre la société absorbée et ceux de ses salariés transférés à la société absorbante par l'effet de la loi, subsisteront entre la société absorbante et lesdits salariés dont la liste est ci-annexée.

La société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES sera donc substituée à la société absorbée en ce qui concerne toutes retraites, comme tous compléments de retraites susceptibles d'être dûs, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes.

III - <u>Pour ces apports, la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR prend les engagements ci-après</u> :

A/ La société absorbée s'oblige jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité, en bon père de famille ou en bon commerçant, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

PARAPHE

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la société absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

B/ Elle s'oblige à fournir à la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions. Elle devra, notamment, à première réquisition de la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

C/ Elle s'oblige à remettre et à livrer à la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

CHAPITRE IV : Condition suspensive

La présente fusion est soumise à la condition suspensive suivante :

- Approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES de la fusion par voie d'absorption de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR,

La réalisation de cette condition suspensive sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale.

La constatation matérielle de la réalisation définitive de la présente fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus, le 21 mai 1996 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues.

La société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR se trouvera dissoute de plein droit à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES qui constatera la réalisation de la fusion.

PARAPHE

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES de la totalité de l'actif et du passif de la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR.

CHAPITRE V : Déclarations générales

La société absorbée déclare :

- Qu'elle n'a jamais été en état de cessation des paiements, n'a jamais fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective sous l'empire de la loi du 13 juillet 1967 ou de la loi du 25 janvier 1985 et, de manière générale, qu'elle a la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;

- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;

- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés, y compris le consentement des bailleurs de locaux loués si celui-ci s'avérait nécessaire ;

- Que les créances et valeurs mobilières apportées, notamment les titres de participation, sont de libre disposition ; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES ont été régulièrement entreprises ;

- Qu'elle est propriétaire de son fonds de commerce pour l'avoir créé.

- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;

- Que le matériel et autres ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la société absorbée, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;

- Que les biens et droits immobiliers apportés ne sont grevés d'aucun privilège, ni hypothèque ou sûreté réelle, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la société absorbée, cette dernière devrait en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais;

- Que les résultats nets, avant impôt sur les sociétés pendant la même période, se sont élevés à :

* Exercice clos le 30/09/93 : 19.596.870,08 F

* Exercice clos le 30/09/94 : 26.218.504,77 F

PARAPHE

* Exercice clos le 30/09/95 : 31.014.214,59 F

- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent auxdites années ont fait l'objet d'un inventaire par les parties qui les ont visés ;

- Que la société COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS - CODEPAR s'oblige à remettre et à livrer à la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

CHAPITRE VI : Déclarations fiscales et sociales

I - Dispositions générales

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

II - Dispositions plus spécifiques

Pour autant que ces dispositions pourront trouver application :

A/ Droits d'enregistrement

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code Général des Impôts.

La formalité sera donc requise sous le bénéfice du seul droit fixe de 1220 francs.

B/ Impôt sur les sociétés

Les soussignés, ès-qualités, déclarent vouloir soumettre la présente fusion au régime prévu à l'article 210 A du Code Général des Impôts.

Les résultats bénéficiaires ou déficitaires produits depuis la date d'effet de la présente fusion, soit le 1er janvier 1996, par l'exploitation de la société absorbée seront englobés dans les résultats imposables de la société absorbante.

En conséquence, la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES s'engage :

- à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la société absorbée, ainsi que la réserve spéciale où cette société aura porté les plus-values à long terme soumises antérieurement à l'impôt sur les sociétés au taux prévu par l'article 219 I-A du Code Général des Impôts ;

PARAPHE

- à se substituer à la société absorbée pour la réintégration des plus-values dont l'imposition a été différée chez cette dernière (article 210 A-3.b. du Code Général des Impôts) ;

- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée (article 210 A-3.c. du Code Général des Impôts) ;

- à porter le montant des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables sur le registre prévu à l'article 57 septies II du C.G.I. ;

- à réintégrer, par parts égales, dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les conditions fixées à l'article 210 A-3.d. du Code Général des Impôts, les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables seront calculés d'après la valeur qui leur aura été attribuée lors de l'apport (article 210 A-3.d. du C.G.I.) ;

- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée.

- à conserver les titres SAS FRUCTIVIE reçus par l'absorbée en rémunération d'un apport réalisé dans les conditions fixées par l'article 210 B du Code Général des Impôts pendant la durée nécessaire pour que la durée de détention effective depuis l'apport par l'absorbée et l'absorbante atteigne cinq ans.

La société absorbante joindra à ses déclarations de résultat l'état prévu à l'article 54 septies du C.G.I.

C/ Taxe sur la valeur ajoutée

Les parties soussignées déclarent reconnaître que les opérations d'apport résultant de la fusion absorption sont réputées inexistantes pour l'application des dispositions de l'article 257-7° du Code Général des Impôts.

En ce qui concerne les biens mobiliers d'investissement, la société absorbante s'engage à soumettre à la T.V.A. les cessions ultérieures de ces biens et à procéder le cas échéant aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du C.G.I. qui auraient été exigibles si la société absorbée avait continué à utiliser les biens (D. adm. 3D 1411 du 1er mai 1990).

La société absorbante adressera au service des impôts dont elle dépend, une déclaration en double exemplaire dans laquelle elle mentionnera d'une part, l'engagement qu'elle prend de procéder aux régularisations auxquelles aurait été tenue l'entreprise absorbée, et d'autre part, de soumettre à la T.V.A. les cessions ultérieures de biens mobiliers d'investissement.

PARAPHE

En ce qui concerne les immobilisations autres que les biens mobiliers d'investissement, la société absorbante s'engage à effectuer ultérieurement, s'il y a lieu, les régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du C.G.I. auxquelles la société absorbée aurait dû procéder si elle avait continué à utiliser les biens. La société absorbante adressera au service des impôts dont elle dépend, une déclaration en double exemplaire du présent engagement (D. adm. 3D 1411 du 1er mai 1990).

CHAPITRE VII : Dispositions diverses

I - Formalités

A/ La société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

B/ Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.

C/ Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

II - Désistement

Le représentant de la société absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la société absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la société absorbée pour quelque cause que ce soit.

III - Remise de titres

Il sera remis à la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

PARAPHE

IV - <u>Frais</u>

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES.

V - <u>Election de domicile</u>

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualités, élisent domicile Paris.

VI - <u>Pouvoirs</u>

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, ès-qualités, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;

- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à Paris, le 26 MARS 1996

En huit exemplaires

Pour la CAISSE CENTRALE
DES BANQUES POPULAIRES

Monsieur Olivier HAERTIG

Pour la COMPAGNIE DE
PARTICIPATIONS - CODEPAR

Madame Martine RUAUX

CODEPAR — **SITUATION AU 31 DECEMBRE 1995** — 18-Mar-96

ACTIF	31.12.95	31.12.94
ACTIF IMMOBILISE		
- Immobilisations financières	188 995 861,00	158 407 096,00
TOTAL 1	188 995 861,00	158 407 096,00
ACTIF CIRCULANT		
- Créances fiscales	204 206,00	126 264,00
- Valeurs mobilières de placement	3 444 140,06	3 535 281,92
- Disponibilités	13 893,79	118 425,35
TOTAL 2	3 662 239,85	3 779 971,27
TOTAL GENERAL	192 658 100,85	162 187 067,27

PASSIF	31.12.95	31.12.94
CAPITAUX PROPRES		
- Capital	172 146 800,00	145 798 200,00
- Primes d'émission	15 123 676,00	12 093 587,00
- Réserve légale	5 205 600,00	3 654 600,00
- Réserve spéciale / plus values long terme	12 658,55	12 658,55
- Report à nouveau	72 239,87	79 949,58
- Résultat au 31.12	(36 049,07)	502 017,84
TOTAL 1	192 524 925,35	162 141 012,97
DETTES		
- Emprunts & dettes auprès des Ets de crédit		
- Dettes fournisseurs	112 500,00	21 250,00
- Dettes fiscales	343,00	343,00
- Créditeurs divers	20 332,50	24 461,30
TOTAL 2	133 175,50	46 054,30
TOTAL GENERAL	192 658 100,85	162 187 067,27

CODEPAR — **COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 1995** — 18-Mar-96

CHARGES	31.12.95	31.12.94	PRODUITS	31.12.95	31.12.94
CHARGES D'EXPLOITATION			**PRODUITS FINANCIERS**		
- Services extérieurs			- Revenus des titres de participation		
. Locations immobilières			- Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	390,93	532 613,74
- Autres services extérieurs					
. Frais d'assistance technique	22 500,00	21 250,00			
. Honoraires du commissaire aux comptes	3 844,00	3 676,60	TOTAL 1	390,93	532 613,74
. Honoraires divers					
. Frais d'actes et de contentieux		4 514,30			
. Publicité, publications					
. Services bancaires	1 112,00	1 112,00			
- Impôts et taxes					
. Taxe professionnelle	19,00	43,00			
TOTAL 1	27 475,00	30 595,90	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**		
			- Produits exceptionnels divers	0,00	0,00
CHARGES FINANCIERES			TOTAL 2	0,00	0,00
- Charges d'intérêts					
TOTAL 2					
IMPOT SUR LES BENEFICES	8 965,00				
RESULTAT PROVISOIRE AU 31.12.1994		502 017,84	**RESULTAT 31.12.1995**	36 049,07	
TOTAL GENERAL	36 440,00	532 613,74	TOTAL GENERAL	36 440,00	532 613,74

CODEPAR 18-Mar-96

RESULTAT FISCAL AU 31 DECEMBRE 1995

– RESULTAT AVANT IMPOT SUR SOCIETES		-27.084,07
– REINTEGRATIONS		51.537,49
. Plus values latentes sur OPCVM	51.537,49	
BENEFICE IMPOSABLE A 33,33%		24.453,42

IMPOT SUR LES SOCIETES

– 24.450,00 x 33,33 % =	8.150,00
– Contribution supplémentaire 10% d'IS	815,00
TOTAL	8.965,00

CODEPAR

18-Mar-96

PLUS VALUES LATENTES D'O.P.C.V.M. DU 30.09.95 AU 31.12.95

	Valeurs au 31.12.95			Valeurs à l'ouverture de l'exercice et non cédées au 31.12.95			Valeurs acquises en cours d'ex. et non cédées au 31.12.95			Ecarts de V.L constatées constatées en 94/95	
LIBELLE	Quantité	Cours au 31.12.95	Total (1)	Quantité	Cours à l'ouverture	Total (2)	Quantité	Cours	Total (3)	à réintégrer 1 > 2+3	à déduire 1 < 2+3
Ffonds investisseurs	1	152.427,73	152.427,73	1	150.242,23	150.242,23	0	0,00	0,00	2.185,50	
Frùcti-J	6	594.588,70	3.567.532,20	6	586.444,92	3.518.669,52	0	0,00	0,00	48.862,68	
Fructilux E	5	9.336,18	46.680,90	5	9.214,24	46.071,20	0	0	0,00	609,70	
			3.766.640,83			3.714.982,95			0,00	51.657,88	

CODEPAR

RECAP. PLUS VALUES LATENTES

18-Mar-96

DESIGNATION	(1) QUANTITE AU 30.09.1995	(2) SORTIES 4 tr.95	ENTREES 4 tr.95	SOLDE AU 31.12.95	(3) RAPPEL + VALUES LATENTES EX 93/94	(4) RAPPEL + VALUES LATENTES EX 94/95	(5) A DEDUIRE +VALUES S/ CESSIONS (3+4)/(1)x(2)	(6) SOLDE + VALUES 93/94	(7) SOLDE + VALUES 94/95	(8) + VALUES LATENTES 4 TR.95	(9) A IMPOSER AU 30.09.95 (8)-(5)
Fructilux E	8	3	0	5	0,00	321,04	120,39	0,00	200,65	609,70	489,31
Total	8	3	0	5	0,00	321,04	120,39	0,00	200,65	609,70	489,31
Fructi-J	6	0	0	6	54.381,54	205.069,44	0,00	54.381,54	205.069,44	48.862,68	48.862,68
Total	6	0	0	6	54.381,54	205.069,44	0,00	54.381,54	205.069,44	48.862,68	48.862,68
Ffonds investisseurs	1	0	0	1	2.366,77	8824,49	0,00	2.366,77	8.824,49	2.185,50	2.185,50
Total	1	0	0	1	2.366,77	8.824,49	0,00	2.366,77	8.824,49	2.185,50	2.185,50
TOTAL					56.748,31	214.214,97	120,39	56.748,31	214.094,58	51.657,88	51.537,49

18-Mar-96

CODEPAR

DECOMPOSITION DE COMPTES AU 31 DECEMBRE 1995

CREANCES FISCALES		204 206,00
- Excédent acomptes I.S 94/95	153 597,00	
- Excédent contribution 10%	134,00	
- Excédent acompte I.S 95/96	50 475,00	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		3 444 140,06
- 1 Fructifonds Investisseurs	139 050,97	
- 6 Fructi-J	3 259 218,54	
- 5 Fructilux E	45 870,55	
DETTES FOURNISSEURS		112 500,00
- Assistance technique C.C.B.P 94/95	90 000,00	
- Provision assistance technique 4tr.95	22 500,00	
DETTES FISCALES		343,00
- Provision taxe professionnelle 1992	343,00	
CREDITEURS DIVERS		20 332,50
- Honoraires cre aux comptes 94/95	15 376,50	
- Provision honoraires cre aux comptes 4tr.95	3 844,00	
- Provision service titres ex 95/96	1 112,00	